

- une surtaxe sur les billets d'avion pour l'utilisation de couloirs aériens encombrés plus une petite somme pour chaque vol international;
- un droit sur le transport maritime en haute mer, reflet de la nécessité de combattre la pollution des océans et de garder les voies maritimes ouvertes à tous les utilisateurs légitimes, droit assorti de frais spéciaux (ou de la vente aux enchères de permis) pour le rejet de déchets à des endroits en mer où le niveau de toxicité ne commande pas d'interdiction complète;
- droits d'utilisation des océans, de pêche non côtière (ou vente aux enchères de quotas) afin d'atténuer les pressions exercées sur de nombreux stocks de poissons et les coûts de la recherche et de la surveillance;
- droits spéciaux pour des activités dans l'Antarctique, comme la pêche, afin de financer la conservation d'un continent qui fait partie du patrimoine commun de l'humanité;
- recettes de l'Autorité internationale des fonds marins reliées à l'exploitation des ressources et dirigées vers l'ONU;
- paiements pour le transfert international de ressources génétiques;
- droits de stationnement des satellites géostationnaires (perçus directement ou vendus aux enchères);
- droits d'utilisation du spectre électromagnétique.

D'autres idées, comme la taxe sur les hydrocarbures, introduite dans un grand nombre de pays, ou un système de permis pour les émissions de gaz carbonique pourraient se traduire par d'importants revenus tout en contribuant à freiner la pollution (comme des taxes sur l'alcool et le tabac). Il faut cependant examiner les problèmes pratiques d'application sans oublier le cauchemar logistique de calcul et de perception. Cette idée, comme bien d'autres mentionnées dans cette section, s'inscrit dans le scénario du « gouvernement mondial à moyen terme », si cher aux futuristes. Pour l'instant, il sera difficile de vendre même des idées de financement plus concrètes aux États membres.

#### **La solution réside-t-elle dans les droits de tirage spéciaux?**

Dans un tout autre ordre d'idées, il a été suggéré par un ancien premier ministre pakistanais (et coprésident du Groupe de Yale) que le FMI crée une nouvelle allocation